

MADAGASCAR

Revue de Presse mai 2007

POLITIQUE INTÉRIEURE

La manifestation du 1er mai a dégénéré à Antsiranana. Bilan : deux blessés par balles du côté des manifestants et deux otages du côté des forces de l'ordre. Les étudiants et les opposants ont voulu profiter de cette journée de revendication "*pour demander la libération de Roland Ratsiraka*", rapporte une source. Ils se sont livrés à des actes de pillage et de vandalisme. Des musulmans ont menacé le pouvoir si celui-ci persiste à s'en prendre au meneur de la manifestation estudiantine. Les étudiants ont perçu leur bourse mais les délestages continuent de désorganiser la vie locale et de provoquer une très vive tension. Les étudiants ont pris en otage un journaliste du quotidien « *Les Nouvelles* », des scènes de pillage se sont produites en plusieurs endroits. Comme à Toliara, les natifs des hauts plateaux ont été pourchassés. (D'après *L'Express, Midi, Tribune et Les Nouvelles des 02 et 03/05/2007*)

La tension qui persiste à Antsiranana semble attisée par certains politiques dont les intentions sont connues : déstabiliser le régime à travers des troubles, l'objectif étant de montrer aux observateurs internationaux que Madagascar vit actuellement une situation critique et non propice à la venue de touristes ou d'investisseurs. De toute évidence, il doit y avoir un lien entre les événements de Toliara et d'Antsiranana. (D'après *Les Nouvelles du 02/05/2007*)

La tension persiste à Antsiranana, les pillages continuent. On enregistre ces trois derniers jours une dégradation de la situation. (D'après *L'Express et Midi du 04/05/2007*)

L'arrestation des leaders des manifestations de Toliara continue. Après les deux parlementaires et le président du conseil municipal, les forces de l'ordre ont appréhendé l'ancien président du Tim de Toliara. Deux autres leaders de la manifestation qui a fait un mort et une dizaine de blessés sont recherchés. (D'après *Tribune du 02/05/2007*)

Attentat contre Ravalomanana la veille du référendum du 4 avril : 25 militaires impliqués. Selon le premier ministre, « *le principal objectif était de détruire la résidence du président de la République, pas de le tuer. Mais l'éventualité de porter atteinte à l'intégralité physique du président n'était pas écartée* ». 25 militaires, dont des officiers supérieurs, sont auditionnés. (D'après *L'Express du 03/05/2007*)

L'affaire de détournements de fonds de l'ancien premier ministre Tantely Andrianarivo, exilé en France, refait surface : elle risque de créer un incident diplomatique entre la Suisse et Madagascar. Le ministre des Finances a en effet confirmé qu'une banque Suisse avait décidé de restituer à l'ancien Pm de Didier Ratsiraka la somme 2,8 millions de francs suisses. Cette somme avait été déposée par Tantely Andrianarivo durant les troubles de 2002. Selon le ministre, il s'agit d'argent public, et l'État malgache, en contact avec la Justice suisse, s'attendait à ce que ce pays agisse en sa faveur. Le ministre a décidé de protester et d'exiger des explications. Le monde des affaires se déclare choqué par la position du Chargé d'Affaires de l'Ambassade de Suisse à Madagascar qui a déclaré : « *le Ministère Public de la Confédération a décidé récemment de suspendre l'enquête ouverte à la fin 2003 pour blanchiment d'argent, sans toutefois, acquitter M Andrianarivo* ». Selon certains, cette initiative suisse s'expliquerait par le piétinement de l'enquête (D'après *L'Express du 03/05/2007, Midi et Tribune du 04/05/2007*)

Didier Ratsiraka : « *Je m'attendais à l'arrestation de Roland depuis qu'il a commencé à bouger sur la scène politique* ». Une déclaration faite en privé depuis sa résidence de Paris par l'Amiral à l'un de ses anciens proches collaborateurs. (D'après Midi du 07/05/2007)

Le prêtre jésuite Sylvain Urfer expulsé par le ministère de l'Intérieur : le prêtre a fait l'objet d'une mesure d'expulsion par le ministère de l'Intérieur après avoir passé un peu plus de 30 ans dans la Grande Île. Aucune explication officielle sur la mesure d'expulsion n'a été fournie par le gouvernement de Madagascar. Ce qui est sûr est que le père Sylvain Urfer n'a jamais été en très bon terme avec la nouvelle équipe au pouvoir depuis 2002. La décision gouvernementale était donc plus ou moins prévisible. Sylvain Urfer est membre d'une organisation dénommée Sefafi, une sorte d'observatoire de la vie publique à Madagascar. Curé dans un quartier populaire de la capitale, Sylvain Urfer a été pendant très longtemps très connu dans le milieu ecclésiastique malgache. Cette expulsion ajoute un nouvel élément dans le "contentieux" entre l'Église catholique et le pouvoir après l'éviction de Jacques Sylla en janvier et le référendum constitutionnel en avril. Avant lui, deux journalistes ont été également sommés de quitter le territoire, Christian Chadefaux, ancien rédacteur en chef de l'Express de Madagascar et du journal Les Nouvelles, et également correspondant pigiste d'un certain nombre de publication étrangère, et Olivier Péguy, ancien correspondant de RFI à Madagascar. (D'après Matera et Midi du 11/05/2007)

Prise de position du mouvement Otrikafo : « *les conseillers étrangers méritent eux aussi l'expulsion !* » « *L'expulsion en urgence de Sylvain Urfer est une décision sans raison ni motif officiel. De ce point de vue, c'est déplorable. Mais en tant qu'étranger, il devait observer une obligation de réserve et notamment celle de ne pas s'ingérer dans les affaires nationales. Il convient toutefois de dénoncer d'autres formes d'ingérences intolérables qui se passent au vu et au su de tous à la présidence de la République avec ces conseillers étrangers de Ravalomanana qui se voient confier des dossiers stratégiques pour le pays. Ils ressemblent aux anciens chefs de cabinet ou directeurs de cabinet ou aux assistants techniques sous la 1ère République. Il s'agit d'un nouveau néocolonialisme qu'il convient de dénoncer. Tous ces conseillers méritent tous l'expulsion* » (D'après Midi du 14/05/2007)

700 signatures pour le retour du Père Urfer : des pétitions circulent en ce moment en Europe pour réclamer son retour dans la Grande Île. Internet joue un rôle central dans ce « *hetsika* » qui mobilise essentiellement les Malgaches expatriés. Mais face à un pouvoir de plus en plus sur la défensive et trop orgueilleux, ce type d'action aura du mal à faire preuve d'efficacité. Quoi qu'il en soit, ces pétitions feront mauvais effet pour l'image du pouvoir malgache à l'étranger. Dans cette affaire dans laquelle les Malgaches sont le plus à plaindre, d'aucuns prédisent qu'il faudra attendre l'avènement d'un nouveau pouvoir pour le retour du P. Urfer et de tous les autres, y compris les « *exilés* ». (D'après Midi du 15/05/2007)

Expulsion du père Urfer. Une polémique qui n'en finit pas. De la région d'Alsace où il est désormais installé après son expulsion de Madagascar le 11 mai, Sylvain Urfer a désigné personnellement le président Marc Ravalomanana comme l'instigateur de l'annulation de son visa de séjour en terre malgache. Le Quai d'Orsay a formulé un communiqué dans lequel on parle de « *regret* » quant à cette mesure d'expulsion, étant donné que les motifs n'ont pas été communiqués officiellement par le gouvernement malgache. (D'après Matera du 16/05/2007)

Marc Ravalomanana : *en cas d'ingérence, les étrangers dehors !* « *À tous les missionnaires, catholiques ou protestants, consacrez-vous à propager l'Évangile et ne faites pas de la politique, sinon en peu de temps je vous expédierai là d'où vous êtes venus* ». Le courroux présidentiel s'est ensuite porté vers « *les ambassades* » qu'il a omis de citer. Celles-ci peuvent cependant être identifiées

facilement. « Notre pays porte encore les séquelles des actes des colonialistes et avant nous étions obligés de consulter et de rendre compte à l'extérieur avant de prendre une décision. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Aux ambassades qui font de l'ingérence dans les affaires politiques internes, vous pouvez plier vos bagages et rentrer chez vous », a protesté le chef de l'État, dans une longue tirade nationaliste qui marque désormais le début d'une nouvelle ère dans ses relations avec les bailleurs de fonds. A ce propos, l'ex-champion du partenariat avec l'étranger a reconnu que « les financements traditionnels ne suffisent plus. Nous devons maintenant trouver de nouvelles ressources en Chine, au Japon et en Corée ». (D'après Midi du 19/05/2007)

Expulsion du père Urfer : les évêques de Madagascar demandent des précisions au gouvernement. La conférence épiscopale a été très critique à l'endroit du gouvernement, suite notamment à l'expulsion du territoire national du prêtre français, membre de la congrégation des jésuites, Sylvain Urfer. D'une manière assez directe, les évêques de la Grande Île demandent les raisons de l'expulsion du père Urfer du territoire malgache après un séjour de plus de 30 ans au pays, au service des plus pauvres. Un certain nombre de témoignages ont accablé le père Urfer, notamment en raison de son arrogance trop notoire envers même ses anciens paroissiens et en prenant le risque de faire de la politique. (D'après Matera du 23/05/2007)

Expulsion du père Urfer : le Sefafi joue l'apaisement. L'observatoire de la vie publique (Sefafi) auquel appartient le père Urfer, expulsé il y a quelques semaines, ne monte pas le cas "Urfer" en épingle. Aucune particularité n'est donnée par l'Observatoire à l'expulsion de l'un de ses membres. L'association la traite au même titre que d'autres affaires de violation des droits de l'homme, affirme sa coordinatrice, Madeleine Ramaholimihaso. « Nous avions ainsi évoqué, en 2001, le droit à la défense, au sujet de Jean Eugène Voninahitsy. Même réaction, cette année, face à la procédure de mise en détention de Roland Ratsiraka », a-t-elle soutenu. Malgré tout, le Sefafi insiste sur la nécessité pour le pouvoir d'expliquer le motif de la mesure d'expulsion. Le recours à la Chambre administrative pour demander l'annulation de la décision d'expulsion n'est pas souhaité par le Sefafi : « la saisine de cette haute juridiction aurait pour effet d'aggraver la situation, au cas où Sylvain Urfer aurait l'intention de revenir à Madagascar. Mais la décision dépend de lui ». (D'après L'Express du 30/05/2007)

Affaire Roland Ratsiraka : instructions bouclées. Le procès de Roland Ratsiraka et de ses 7 codétenus est annoncé avant la fête nationale du 26 juin. (D'après Tribune du 23/05/2007)

Crise universitaire : plus de 400 étudiants se réfugient à l'Assemblée nationale. Ce sont des étudiants de l'université de Fianarantsoa et ils sont originaires du Nord et de l'Ouest. Leur montée dans la capitale traduit leur peur puisque après les affrontements entre des étudiants du Sud (Fianarantsoa et Toliary) et du triangle du Nord (Antsiranana, Toamasina et Mahajanga), une chasse à l'homme entre les deux camps a lieu à Fianarantsoa. Les étudiants réfugiés viennent demander secours auprès des autorités centrales. De son côté, le régime soupçonne des dessous politiques dans cette affaire. Il estime que des politiciens de l'opposition sont derrière ces affrontements ethniques. Selon les rumeurs, les manifestations en provinces seraient financées par de l'argent venu de l'extérieur et on soupçonne l'ancien Premier ministre Tantely Andrianarivo, ancien Premier ministre, d'en être l'instigateur. Dans les autres provinces, les grèves d'étudiants continuent, alimentées par les délestages et les retards de paiement des bourses. (D'après Matera des 10 et 14/05/2007)

Nouveaux tracts à connotation tribaliste : après Toamasina, des tracts à connotation tribaliste ont circulé dans la capitale. Ils s'adressent principalement aux habitants d'Antananarivo, originaires des régions côtières. Ils invitent ces derniers à quitter sans délais

la ville des Mille. La Région Analamanga a décidé de mener des enquêtes. (D'après Midi du 25/05/2007)

Fuite de Pety Rakotoniaina : Tambatra craint pour sa vie. Cette association para- politique fondée par le Maire de Fianarantsoa dont la tête est mise à prix à 100 millions Ar note avec beaucoup d'appréhension que « *l'avis de recherche lancé par le gouvernement ne précise pas s'il faut capturer Pety Rakotoniaina, mort ou vif* ». Ce qui donne une énorme marge de manœuvre aux chasseurs de prime de tout poil particulièrement super motivés par l'appât du gain. L'association se pose la question de savoir si « *les charges retenues contre Pety Rakotoniaina valent 100 millions d'Ariary* » En effet, le candidat malheureux à la présidence est poursuivi pour troubles à l'ordre public, recel de véhicules administratifs et autres menus forfaits. (D'après Midi du 16/05/2007)

La traque de l'ancien maire de Fianarantsoa reprend de plus belle : l'ancien premier magistrat de la ville de Fianarantsoa, et candidat malheureux à l'élection présidentielle de 2006, est toujours en cavale après 6 mois de recherche. Il est inculpé de détournement de véhicule appartenant à l'État et, surtout, d'atteinte à l'ordre public pour avoir organisé une manifestation illégale la veille de la présidentielle du 3 décembre 2006. (D'après Matera du 22/05/2007)

CNOE : inquiétudes et appel au dialogue. Le CNOE est sorti de sa réserve habituelle en donnant une conférence de presse portant sur les résultats de ses observations de la vie publique. Premier constat, le CNOE montre du doigt la baisse du pouvoir d'achat des Malgaches. « *Cette diminution frappe tous les ménages* », précise le comité qui y voit d'ailleurs à la fois la conséquence et le résultat d'une politique économique. Ensuite, le CNOE s'inquiète de l'instrumentalisation à des fins politiques de la diversité d'origines des Malgaches par la classe politique. « *C'est malsain et dangereux ; c'est pourquoi nous exhortons les uns et les autres à arrêter cette escalade* », lance le CNOE qui se défend de désigner qui de l'opposition ou du pouvoir a commencé le premier dans la surenchère. « *Il est très facile de semer les troubles ethniques mais il est autrement plus ardu de les arrêter. Dresser les Malgaches les uns contre les autres n'est pas la solution aux problèmes socio- économiques et politiques que tous subissent sans distinction ni d'origine ni d'ethnie...* » Le CNOE s'insurge également contre « *la politisation à outrance de la jeunesse malgache notamment des étudiants* ». « *Ce n'est pas en les endoctrinant ou en les lançant dans des querelles politiciennes que les jeunes vont acquérir une conscience politique* ». Il rappelle enfin que « *le code électoral en vigueur recèle en lui-même les germes de l'instabilité et du désordre* » (D'après Midi du 18/05/2007)

Henri Lecacheur, président du Parti Fédéraliste de Madagascar, critique le nouvel article 46 de la Constitution : « *Mettez- vous dans ma peau et dans celles de tous les Métis de ce pays. Vous contribuez d'une manière ou d'une autre à son développement depuis des lustres mais tout d'un coup, on vous dit que vous n'avez plus le droit constitutionnel de vous porter candidat à l'élection du président de la République. Je trouve cela révoltant. Je ne suis pas candidat à ce poste mais cet article 46 et bien d'autres encore vont à l'encontre même de la constitution et de la déclaration universelle de droit de l'homme* ». Ainsi, bafoué dans son identité, le président du PFM a préféré dénouer le lien qui l'a uni au pouvoir en place. (D'après Midi du 22/05/2007)

Les métis sino-malgaches sont inquiets : ils vont se retrouver à Toamasina pour discuter librement de leur appartenance à la nation malgache suite à l'adoption de la nouvelle Constitution, laquelle dans son article 46 exclut tout métis de la fonction de président de la République. Cet article vise tous les métis : sino-malgaches, franco-malgaches, indo-

malgaches, comoriens-malgaches, etc. Il impose de nouveaux rapports entre les Malgaches eux-mêmes et ceux d'une autre origine. (D'après Midi du 22/05/2007)

L'ambassadeur des Etats-Unis, James Mc Gee, fait part de ses soucis sur le comportement des "opposants politiques" : il écrit ainsi au Président : "Je tiens à vous faire part d'un souci que j'ai observé concernant certains membres de votre opposition politique. (...) Les opposants politiques qui ferment les yeux sur la violence à des fins politiques, ou qui montent une partie de la société contre une autre, peuvent être considérablement destructifs". Le diplomate a indiqué qu'une opposition saine, un débat politique solide et une presse libre et responsable constituent les forces d'une société démocratique. Il n'a pas manqué d'émettre ses préoccupations quant aux difficiles conditions carcérales. Pour éviter la surpopulation dans les prisons, il recommande l'équité de la justice et l'accélération des procédures judiciaires. «La justice doit appliquer les mêmes règles d'équité à tout le monde, des illustres politiciens aux pauvres mendiants accusés d'avoir volé un peu de riz. Mais une justice retardée est une justice refusée. Amenez-les devant les juges » (D'après Le Quotidien et Midi du 24/05/2007)

Les 4 chefs d'églises du FFKM recensent les 4 maux qui frappent la Grande Île, à savoir : « les troubles dans les universités, dans les entreprises et dans les grandes villes de provinces qui portent atteinte à l'unité nationale », "la cherté du coût de la vie", l'insécurité urbaine et rurale », laquelle « a des impacts dans la vie religieuse", les difficultés concernant les relations avec l'Église catholique. Au plan politique, le FFKM réitère qu'il faut amender le code électoral afin d'éviter des troubles post-électorales. A tous y compris le pouvoir, l'opposition et la société civile, "les chefs d'églises appellent à un véritable sursaut afin de préserver l'unité nationale » (D'après Midi du 25/05/2007)

Le pasteur Mailhol veut adhérer au FFKM : le pasteur président fondateur de l'Église apocalypse de Madagascar dénonce la monopolisation du Conseil chrétien des églises (FFKM) par seulement quatre églises. Il réclame l'élargissement du conseil. Le pasteur a tenu à marquer sa présence à la présentation des vœux présidentiels, à la cérémonie d'investiture du président de la et à la proclamation des résultats du référendum. Il entend bien briguer une place au sein du FFKM, sans que ce soit par le biais de l'éviction de l'église catholique. (D'après L'Express du 31/05/2007)

Les vols d'ossements humains évoqués au Sénat : la ministre de la Justice, Lala Ratsiharovala, a affirmé au Sénat la détention de 206 personnes dont 33 condamnées à perpétuité, dans des affaires de vols d'ossements humains. Les chiffres datent de novembre 2006. Lala Ratsiharovala a ajouté que les détenus n'ont pas voulu indiquer la destination des ossements humains volés. (D'après L'Express du 31/05/2007)

Délestages dans le Nord : sabotage pour Marc Ravalomanana, problème technique pour le ministre de l'Énergie, Patrick Ramiamanana. Les deux hommes fournissent des explications contradictoires, comme ont pu le constater les sénateurs. (D'après L'Express du 31/05/2007)

DROITS HUMAINS

Le Pnud apporte sa contribution au renforcement légal et institutionnel de protection et de promotion des droits politiques, sociaux et économiques. Le Programme de réformes pour l'efficacité de l'administration se voit doté d'un crédit de 622.300 dollars pour un programme de travail de 9 mois relatif à la réforme de l'administration. Ce programme

s'intègre dans l'un des engagements fondamentaux du Map. (D'après *Les Nouvelles du* 05/05/2007)

Madagascar a célébré la journée mondiale pour la liberté de la presse. A cette occasion, les journalistes réunis pour une conférence ont à nouveau exigé la réouverture des stations privées qui ont été fermées il y a de longs mois, notamment à Toamasina et à Toliara. (D'après *Midi du* 04/05/2007)

Trafic d'enfants : un enfant malgache se vendrait à l'étranger plus de 5 000 euros. La brigade des mœurs a mis la main sur un réseau de trafiquantes dans certains quartiers populaires d'Antananarivo. On affirme que de gros bonnets pourraient être compromis dans cette affaire. Un trafic qui pourrait ne pas s'arrêter au rapt d'enfants car il y a aussi les fausses déclarations en tout genre pour permettre à ces enfants d'être vendus ou adoptés à l'étranger à bon prix. (D'après *Midi du* 14/05/2007)

Une enquête nationale sur le travail des enfants sera effectuée en octobre et novembre 2007. Elle permettra de connaître la situation réelle des enfants travailleurs à travers le pays, estimés à 1.4 millions. Mise en œuvre conjointement par IPEC-BIT et l'INSTAT, elle sera effectuée dans 450 localités éparpillées dans toute l'île ; 8400 familles seront concernées, 13 000 enfants travailleurs seront visés. (D'après *Midi du* 15/05/2007)

ECONOMIE

Madagascar se préoccupe de la gestion des fonds issus de l'exploitation du pétrole : la Norvège vient d'octroyer une somme de 6 millions dollars pour assister techniquement et financièrement la Grande île dans l'exploitation des ressources pétrolières. La gestion des fonds engendrés par l'or noir constitue une préoccupation et dans ce domaine, la Norvège est l'un des meilleurs exemples au monde. Une bonne préparation quant à la gestion des ressources pétrolières est requise afin d'éviter les mêmes fléaux qu'ont connu certains pays africains. Madagascar est ainsi le 9e pays à bénéficier du modèle norvégien en matière de bonne gestion de la manne du pétrole. (D'après *L'Express, Tribune et Les Nouvelles du* 04/05/2007)

La Bad accorde un prêt de 150 millions de dollars à Madagascar pour son industrie extractive : il est destiné à financer une partie d'un projet d'exploitation d'une mine à ciel ouvert qui devrait permettre au pays d'avoir une production annuelle de 60.000 tonnes de nickel, 5.300 tonnes de cobalt et de 186.000 tonnes de sulfate d'ammonium. Il va générer 3.800 emplois et créer des opportunités pour les entreprises locales. (D'après *Pana du* 04/05/2007)

COOPERATION

L'U.E appuiera un pays uni et tolérant. « Notre soutien vous est acquis, mais notre capacité à mobiliser ensemble des partenaires nouveaux ou des moyens accrus dépend naturellement de l'image que Madagascar projette vers l'extérieur », a déclaré Jean-Claude Boidin, Chef de la Délégation de la Commission européenne. L'Europe, qui est le plus grand bailleur de fonds de Madagascar en terme de volume de financement, observe de près la situation qui prévaut au pays. Une attitude somme toute normale dans la mesure où les contribuables européens qui apportent les fonds alimentant les aides européennes sont évidemment contre le fait de financer un pays en trouble. (D'après *Midi du* 10/05/2007)

Le ministre des Affaires étrangères Marcel Ranjeva déclare que l'expulsion de père Urfer ne devait pas assombrir les relations entre Madagascar et la France. Ce prêtre est, en effet, de nationalité française. Il est très connu pour son engagement dans la société civile. Membre fondateur de l'Observatoire de la vie publique (Sefafi) depuis 2001, il n'est pas radié de cet organisme, ses responsables ayant confirmé son adhésion pleine et entière malgré son expulsion. (D'après *Matera* du 15/05/2007)

CRISE ENERGETIQUE

Les troubles liés aux délestages de multiplient dans les provinces : des émeutes se sont produites à Port Bergé. Suite à l'arrestation du président d'une association de consommateurs, la ville a connu des scènes de pillages. Les forces de l'ordre se sont trouvées débordées. (D'après *Tribune* du 03/05/2007)

«L'unité nationale est menacée» estime le président de l'Assemblée nationale, Samuel Mahafaritsy. Évoquant les récents événements de Toliara et d'Antsiranana il déclare : *«Le problème des délestages est purement technique, et il faut y trouver une solution technique. Mais je pense qu'il y a des gens qui cherchent à tout prix à politiser les choses à travers ces incitations à la haine tribale et à la violence envers les autres. Ces actes constituent une sérieuse menace contre notre unité nationale ».* (D'après *Les Nouvelles* du 05/05/2007)

Au 05/05/2007, 1euro = 2472 Ariary (cours pondéré)